

nationalisme se confond avec les forces agressives du communisme soviétique. En ce moment ce sont peut-être elles qui le dominent. Mais il se manifeste aussi en d'autres pays asiatiques et il possède sa propre vigueur. C'est un sentiment qui, je crois, est plus profond et plus durable que le communisme. De fait, le nationalisme,—de concert avec la demande inquiète et incessante d'une vie meilleure,—constitue le phénomène politique le plus important en Asie aujourd'hui. Ainsi, en établissant nos lignes de conduite, il faut que nous nous efforcions de ne pas froisser les aspirations légitimes nationales et sociales des populations asiatiques, ni de contrarier leur désir de jouer un rôle de premier plan dans le règlement des affaires asiatiques.

Il faut aussi que nous fassions notre possible pour améliorer les conditions économiques et le bien-être humain en Asie libre. Il faut que nous tâchions de travailler avec et non contre les forces qui luttent pour une meilleure vie dans cette partie du monde. Une telle collaboration, à la longue, deviendra peut-être aussi importante pour la défense de la liberté,—et partant pour la défense du Canada,—que l'envoi d'une armée en Europe dans la crise actuelle.

Cette collaboration peut prendre la forme d'une aide technique et économique. Plusieurs ici sont au courant du Programme de Colombo pour la mise en valeur commune des ressources économiques du Sud et du Sud-Est de l'Asie. Ce rapport de grande envergure, et à mon sens fort solide, qui à la suite des travaux de la commission consultative du Commonwealth a été publié en novembre dernier, indique quelle aide pratique l'Occident peut offrir aux pays libres de l'Asie. On a là-bas un impérieux besoin de capitaux, pour la mise en valeur économique, et d'aide technique. Le Canada, qui porte un fardeau nouveau par suite de son programme de défense, ne saurait fournir de façon abondante ni capitaux ni aide technique sans s'imposer de grands sacrifices.

Dans un autre ordre d'idée, j'ai été frappé de la modestie et du bon sens manifestés par certains pays, tels l'Inde et le Pakistan, lors de l'élaboration de leurs projets de mise en valeur de leurs propres ressources au cours des six années prochaines. Les pays du Sud et du Sud-Est de l'Asie ont établi de tels plans en vue de les inclure dans le rapport. Ces pays qui comprennent près du quart de la population du globe établissent à trois milliards de dollars les montants requis pour leurs opérations financières avec l'extérieur pendant cette période de six ans, montants qui en grande partie seront réalisés

[L'hon. M. Pearson.]

grâce à la libération des devises sterling immobilisées à Londres. La participation du Canada à ces programmes, même si l'apport de notre pays est nécessairement limité par suite d'autres tâches onéreuses, contribuerait puissamment, non seulement à améliorer le niveau d'existence dans cette partie du monde mais aussi à convaincre la population de notre sympathie et de notre intérêt. C'est pour ces raisons, monsieur l'Orateur, que le Gouvernement a décidé de demander à la Chambre d'approuver la participation du Canada au Programme de Colombo, dans la mesure jugée appropriée.

Dans l'étude de ces problèmes asiatiques, on court parfois le risque de divergences de vues avec des alliés sûrs et dignes de confiance. Cela m'amène à une autre considération d'importance capitale que nous ne devons jamais perdre de vue: la nécessité de demeurer solidaires de nos amis de l'Ouest et, par-dessus tout, de préserver l'unité de but et d'action des États-Unis et du Canada au sein du Commonwealth des nations.

Ces derniers mois, nous avons parfois différé d'avis avec nos amis de Washington à propos de questions d'extrême Orient. Sans vouloir trop m'arrêter à ces divergences, je tiens à prévenir le pays contre toute exagération de leur importance, car elles n'ont nullement affaibli la bonne entente qui est à la base de nos relations, lesquelles se fondent sur la concordance d'intérêts permanents et sur la reconnaissance des mêmes valeurs et des mêmes droits, y compris celui de différer d'avis entre amis et l'obligation, toujours entre amis, de régler pacifiquement tout différend.

En dépit de quelques divergences de vues, l'entente la plus complète règne entre les gouvernements du Canada et des États-Unis au sujet de quatre points fondamentaux: tous deux reconnaissent que la paix est menacée; qu'ils doivent s'opposer à l'expansion de l'impérialisme soviétique; qu'il faut maintenir le principe de la résistance collective à toute agression et que le principal front à défendre est celui de l'Europe occidentale.

Voilà donc, monsieur l'Orateur, les considérations générales sur lesquelles nous façonnons notre ligne de conduite: une foi inébranlable en la liberté et une confiance concrète en l'ONU; la conscience du danger mondial qui nous menace; le respect de l'opinion asiatique et le désir d'aider les populations de l'Asie à améliorer leur bien-être matériel; la solidarité avec nos associés du Commonwealth et de l'alliance de l'Atlantique-Nord; la détermination de faire tout en